

COMPTE RENDU

Of protestors and policemen:

Interdisciplinary perspectives on the determinants and consequences of the relation between policemen and protestors

Journée d'étude coorganisée par l'axe
Evaluation de la démocratie du LIEPP
& le CEVIPOF

4 juin 2025

SYNTHESE

Depuis le milieu des années 2010, la France est le théâtre d'un regain de conflictualité dans les manifestations de rue. Dans ce contexte, la question des dispositifs policiers encadrant les mobilisations collectives fait débat et les interventions policières font l'objet de controverses croissantes. Ces tensions traversent de nombreux pays, y compris la France, où les pratiques policières en manifestation font l'objet de critiques récurrentes depuis plusieurs années : affrontements avec les manifestants, usage disproportionné de la force, blessé·es, voire personnes tuées. En réunissant chercheuses et chercheurs spécialistes des relations entre forces de l'ordre et mouvements sociaux et en combinant des analyses empiriques et comparatives, la journée d'étude sur le rapport entre forces de l'ordre et manifestant·es a permis d'éclairer l'évolution de ces relations, les formes qu'elles prennent dans différents contextes nationaux, ainsi que les logiques politiques, organisationnelles et professionnelles susceptibles d'expliquer les tensions croissantes entre police et manifestants.

DIFFERENTS MODELES DE LA GESTION POLICIERE DES MANIFESTATIONS

Si, en France, la présence aux manifestations de forces de l'ordre armées fait maintenant partie du paysage politique, les travaux de Laura Keesman soulignent qu'il s'agit d'une particularité au niveau européen. En effet, seule l'Allemagne s'inscrit avec la France dans un modèle dit 'paramilitaire', caractérisé par une forte présence policière lors des manifestations. Ce modèle se distingue de deux autres modèles. D'une part, de celui des Pays-Bas et de la Belgique, qui adoptent un modèle de 'gestion négociée', valorisant des formes de régulation intégrant à la fois le recours à la force et la coopération. D'autre part, du modèle du Royaume-Uni et de la Suède qui repose sur un dialogue préalable et continu avec les organisateurs des manifestations, dans le but de prévenir les escalades. Toutefois, cette orientation relationnelle n'exempte pas complètement de pratiques de terrain répressives. L'origine de ces différents modèles se trouve notamment dans les trajectoires historiques spécifiques de chacun des pays. En effet, même si de nouvelles législations sont apparues au sujet de l'encadrement des manifestations, les dispositifs policiers ont peu évolué ces dernières années et les stratégies restent largement fondées sur des modèles anciens.

Les mobilisations ont, elles, au contraire, connu de profondes mutations et occupent une place croissante dans la vie politique de nombreux pays, tout en attirant une attention médiatique et publique accrue. Les mobilisations se multiplient, se diversifient dans leurs causes et leurs acteurs, un processus caractérisé par une montée des mouvements dits « intersectionnels », un mécontentement social croissant, et une prolifération de manifestations spontanées, peu institutionnalisées, qui coexistent avec les formes traditionnelles portées par les syndicats. Ces mutations modifient à la fois l'échelle et la nature des mobilisations, et redéfinissent en profondeur les conditions d'intervention des forces de l'ordre.

MANIFESTATIONS ET PERTURBATION DE L'ORDRE PUBLIC : L'IMPORTANCE DES PERCEPTIONS

Ces évolutions invitent à analyser ces conditions d'intervention et notamment les règles utilisées par les forces de l'ordre pour décider si une manifestation représente un risque pour l'ordre public et s'ils doivent intervenir. Comme le souligne Laura Keesman, les critères utilisés pour définir ce qui constitue une perturbation de l'ordre public sont souvent opaques mais des différences systématiques s'observent dans les réactions à certains types de manifestations ou de manifestants (par exemple, manifestants de gauche ou de droite, étudiants, agriculteurs). Pour Annabelle Lever, ces différences de traitement invitent à se questionner sur les éléments qui influencent la légitimité perçue des manifestations, notamment la place de la perception du travail réalisé par la sphère politique institutionnelle, mais également celle des manifestants eux-mêmes.

Parmi ces éléments, la perception des manifestants comme une foule ou comme un groupe organisé d'individus est, pour Laura Keesman, une des différences permettant d'expliquer des variations entre les pays dans la gestion des manifestations. Elle contraste l'accent mis sur la notion de foule dans un pays répressif comme la France et celui mis sur l'individu dans les modèles s'appuyant plus sur la négociation comme les Pays-Bas et la Belgique.

Parallèlement, les stéréotypes dont souffrent certains groupes sont également centraux pour expliquer les réactions des forces de l'ordre. À ce titre, un exemple marquant est celui du « fiasco » sécuritaire survenu lors de la finale de la Ligue des champions 2022 au Stade de France. Mathieu Zagrodzki impute notamment cet échec à la persistance de stéréotypes à propos des supporters de foot et de surcroît à propos des supporters anglais, vus comme des hooligans. Lors de la finale de la Ligue des champions 2022, c'est cette recette traditionnelle de gestion autoritaire des supporters, qui considère les supporters comme des corps sur lesquels la police peut exercer un contrôle absolu, que les forces de l'ordre ont appliquée malgré l'absence de risque de violence dans ce contexte particulier.

Si ces stéréotypes se construisent parfois sur le long terme, les médias jouent un rôle clé dans la perception des manifestations et des manifestants. A cet égard, Laura Keesman rappelle que seule une part infime des manifestations sont le théâtre de violences mais que ce sont elles qui retiendront l'attention et bénéficieront de la couverture médiatique la plus importante, venant fausser la perception des manifestations et alimenter la méfiance vis-à-vis des manifestants.

IMAGES DES MANIFESTATIONS : VIOLENCES POLICIÈRES ET MILITANTISME

Parmi les moyens de médiatisation des manifestations, une forme en marge du journalisme institutionnel se dégage : celle des *street reporters*, que Laurent Gayer a étudié en détail dans le cadre d'un travail de terrain approfondi via une ethnographie participative. Les *street reporters* produisent principalement des vidéos courtes (15 à

20 secondes) et destinées à circuler sur les réseaux sociaux. Elles sont filmées en première ligne des manifestations, à des endroits et des moments peu investis par les médias institutionnels ce qui en fait une pratique spécifique du reportage en situation de conflit, sur le terrain des manifestations.

Pour nombre de ses membres, l'activité de *street reporter* relève d'un réel engagement militant. Pour parvenir à produire ces vidéos, ils s'exposent à de nombreux dangers, menaçant notamment leur intégrité physique. L'absence de carte de presse les rend d'autant plus vulnérables aux interpellations et aux violences policières et les met face à un choix pratique mais aussi éthique, marquant une culture matérielle de la prise de risque : ne pas se protéger pour partager les risques encourus par les manifestants ordinaires ou au contraire se protéger, à l'aide de techniques de protection souvent artisanales, au risque d'augmenter leur visibilité et de devenir des cibles potentielles d'arrestation et d'agressions ciblées.

La spécificité de ces images et de leur mode de production fait que leur utilisation va souvent plus loin que la simple information du public. Si Laurent Gayer indique que la question de la commercialisation de ces images soulève pour ces militants des tensions entre convictions politiques et motivations économiques, il souligne que celle de leur utilisation, notamment dans un cadre juridique, leur pose de réelles questions éthiques. Alors que ces vidéos visent principalement à documenter les violences policières, et qu'elles s'avèrent souvent essentielles pour la défense des manifestants en comparution immédiate, elles peuvent parfois être utilisées contre les manifestants eux-mêmes, fragilisant la position des *street reporters* au sein des manifestations qui sont alors vus comme agissant pour le compte de la police. Cette situation souligne les dynamiques complexes qui existent entre manifestants et forces de l'ordre mais aussi au sein-même des groupes de manifestants.

LES DYNAMIQUES POLICE-MANIFESTANTS : ENTRE CONTRAINTES INSTITUTIONNELLES ET DIALOGUE

Manifestants et policiers ne sont pas les seuls acteurs des manifestations et il est essentiel de prendre en compte le cadre institutionnel dans lequel les décisions policières appliquées aux manifestations sont prises afin de saisir la complexité de ces dynamiques. Ainsi, Mathieu Zagrodzki souligne le rôle de la centralisation des décisions autour de la préfecture de police dans l'échec sécuritaire de la finale de l'UEFA. Cette centralisation, souvent présentée comme un atout du modèle français, s'est révélée dans ce cas contre-productive, rendant difficile toute adaptation rapide au déroulement des événements et soumettant d'autant plus la prise de décision au poids de stéréotypes décorrélés de la réalité.

L'exemple de la finale de l'UEFA permet également de mettre en lumière l'importance des dynamiques politiques dans les actions des forces de l'ordre. Selon Mathieu Zagrodzki, la présence du ministre de l'Intérieur de l'époque, Gérald Darmanin, au sein de la cellule de commandement pour un événement se déroulant entre les deux tours de l'élection législative a contribué à la mise en place d'une

réponse policière disproportionnée. Cet exemple souligne l'importance des facteurs purement contextuels pour comprendre les dynamiques policières lors des manifestations. L'étude menée par Laura Keesman indique d'ailleurs qu'il n'existe pas de défiance généralisée envers la police, mais une pluralité de griefs, exprimés avec des intensités variables selon les mouvements sociaux.

Cette question de la relation de confiance entre manifestants et forces de l'ordre n'en est pas moins centrale pour les membres des forces de l'ordre et ce quel que soit le modèle dans lequel leur pays s'inscrit. Le désir de voir une augmentation de la coopération avec les manifestants est exprimé par les forces de l'ordre dans l'ensemble des 6 pays étudiés par Laura Keesman. Établir une culture de la coopération nécessite à la fois une volonté politique (la Suède a par exemple fait des investissements significatifs dans ce but), mais également le développement de pratiques spécifiques. A titre d'exemple, si la présence de médiateurs identifiés est un élément clé du modèle du Royaume Uni, une méfiance existe toutefois envers ces agents, perçus comme des informateurs de la police. Ainsi, la construction de relations sur le long terme est essentielle et c'est d'ailleurs ce que l'on observe dans zones rurales françaises où la proximité entre les forces de l'ordre et la population est un des facteurs contribuant à un niveau de violence moindre.